

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13130 Berre-L'étang

Références : D-NN/JPP-2025-0005
SPR/096-2025
Code AIOT : 0006410871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20/11/2024 a pour objectif de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2022-248-PC du 2 mars 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société LBSF Utilités UCB dans le cadre de la réduction de l'occurrence et des conséquences environnementales des torchages des utilités UCB.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOlefine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Épisode de torche significatif	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 2	Sans objet
2	Avancement du plan d'actions	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 3	Sans objet
3	Facteur humains et organisationnels	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 4	Sans objet
4	Gestion des pièces de secours d'équipements critiques	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 6	Sans objet
5	Mesure représentative des émissions à la torche UCB Nord	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 20/11/2024 a permis de faire un point d'avancement des actions engagées par l'exploitant afin de répondre aux dispositions de l'APC n° 2022-248-PC du 2 mars 2023. L'ensemble des livrables transmis dans ce cadre fera l'objet d'une instruction dédiée pouvant conduire à des demandes complémentaires. De la même manière, l'efficacité et l'effectivité des actions mises en place pourront faire l'objet de contrôles plus approfondis ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Épisode de torche significatif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des torchages
Prescription contrôlée : À compter de la date de notification du présent arrêté, tous les épisodes de torche significatifs incidentels (en dehors des opérations de démarrage et d'arrêt se déroulant sans incident) doivent faire l'objet d'un rapport d'analyse indiquant : <ul style="list-style-type: none">· un bilan détaillé des émissions (COV en carbone total, COV spécifiques, NO, NO₂, N₂O, CO₂, SO₂, poussières, ...) accompagné d'un descriptif de la méthode de quantification utilisée pour chaque polluant,· les causes profondes ayant conduit à ces épisodes de torche et l'identification des modes communs le cas échéant,· les actions correctives mises en œuvres ou planifiées pour traiter l'intégralité des causes identifiées et visant à réduire l'occurrence de nouveaux épisodes. Ce rapport est transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées. Le cas échéant, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la démonstration que ses installations ne peuvent pas être à l'origine d'un épisode de torchage significatif tel quel défini ci-dessous.
Constats : La torche UCB NORD exploitée par l'unité EBD de BPO traite les effluents en provenance des Utilités UCB exploitée par LBSF. Cette torche n'est utilisée que pour les mises à disposition d'équipements. En 2023 et 2024, l'exploitant n'a relevé aucun épisode de torchage significatif sur la torche UCB Nord, ni de torche fumeuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Avancement du plan d'actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des torchages
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et met en œuvre selon le calendrier ci-dessous un plan d'actions visant à réduire l'occurrence et les conséquences environnementales des torchages significatifs incidentels pour les Utilités UCB (torche Nord) sous 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce plan inclut les actions visant à réduire la vulnérabilité des opérations et équipements critiques dont la défaillance ou l'indisponibilité peut conduire directement ou en cascade à des torchages significatifs.

Ce plan est constitué de deux volets distincts, l'un traitant du facteur technique, l'autre du facteur humain et organisationnel.

Ce plan prend en compte l'ensemble des dispositions suivantes :

- il intègre les retours d'expérience, audits et diagnostics réalisés depuis l'arrêté de mesures d'urgence du 17 juillet 2018 ;
- il compile en un plan d'actions unique tous les plans d'actions existants élaborés suites aux retours d'expérience des incidents survenus sur le site depuis février 2017 (liste en bas de page [1]) ;
- il intègre les conclusions des audits sur le Système de Gestion de la Sécurité (SGS), des études de fiabilité des utilités UCA / UCB, du plan BEAR (BErre Advancing Reliability) visant à augmenter la fiabilité des installations ;
- il est mis à jour pour intégrer le retour d'expérience des nouveaux épisodes cités à l'article 2 ;
- il hiérarchise les actions par niveau de criticité suivant une méthodologie reconnue par l'inspection permettant de tenir compte de la vulnérabilité de son réseau d'alimentation et de distribution d'énergie et d'utilités ainsi que tous les équipements et installations connexes.

Pour les actions en cours ou à venir, l'exploitant s'engage sur un échéancier de réalisation en priorisant les actions critiques en termes de risque industriel et d'impact environnemental. Cet échéancier devra faire l'objet d'un argumentaire détaillé par l'exploitant, notamment pour les actions critiques qui auront été préalablement identifiées.

Un bilan d'avancement de la mise en œuvre du plan d'actions est réalisé dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les six mois et est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

[1] incidents des 14/02/2017, 29/06/2017, 11/08/2017, 12/08/2017, 9/11/2017, 11/12/2017, 19/12/2017, 3/03/2018, 07/03/2018, 25/03/2018, 07/05/2018, 13/06/2018, 4/07/2018, 17/07/2018, 26/04/2019, 8/05/2019, 6/07/2020, 15/07/2020, 23/07/2020, 24/07/2020, 01/09/2020, 7/07/2021 et 1/01/2022

Constats :

La torche UCB Nord est intégrée dans le plan d'actions du Pôle Pétrochimique de Berre visant à réduire l'occurrence et les conséquences des torchages incidentels. Ce plan d'action est décrit plus en détails dans le rapport de la visite d'inspection du 20/11/2024 de la société BPO (exploitant de la torche UCB).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Facteurs humains et organisationnels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des torchages

Prescription contrôlée :

Afin de réduire l'occurrence des événements pouvant conduire à des épisodes de torche significatifs incidentels, dont les causes profondes se trouvent dans les facteurs humains et organisationnels, l'exploitant engage, sur la base du retour d'expérience des derniers incidents / accidents précités, un audit sur la culture de la sécurité en milieu industriel réalisé par une société

tierce compétente en la matière, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le champ d'application concerne l'ensemble des opérations d'exploitation, d'entretien, de maintenance ou de réglages des installations et des réseaux de production et de distribution d'électricité et de vapeur pouvant conduire à des torchages significatifs incidentels, qu'elles soient réalisées par l'exploitant en direct ou confiées à des entreprises extérieures dans le cadre de contrats de sous-traitance ou d'interventions ponctuelles. Sont notamment inclus dans cet audit, les entreprises extérieures qui sont concernées suite au retour d'expérience des derniers incidents / accidents précités.

Cet audit devra intégrer les points suivants :

- la démarche d'enquête, d'analyse et d'identification des causes profondes des incidents portant sur les installations visées par le champ d'application ayant conduit à des torchages depuis 2017 ;
- l'identification des tâches critiques effectuées lors des opérations d'exploitation, d'entretien, de maintenance ou de réglage sur les i installations et des réseaux de production et de distribution d'électricité et de vapeur pouvant conduire à des torchages significatifs et l'inventaire des compétences nécessaires ;
- la revue des procédures organisationnelles et de sécurité existantes en lien avec les tâches critiques identifiées au point précédent ;
- l'évaluation des risques liés aux éventuelles défaillances dans la mise en œuvre des procédures organisationnelles et de sécurité identifiées au point précédent et détermination des barrières existantes (techniques et humaines) ;
- la proposition d'actions d'amélioration le cas échéant pour réduire ou éliminer ces risques ;
- la prise en compte et le développement de la culture de sécurité au sens de la maîtrise des risques majeurs chez l'ensemble des intervenants notamment dans les entreprises extérieures intervenantes sur le site.

Le plan d'actions défini à l'article 3 est complété par les conclusions de cet audit et le plan d'actions correctives et les pistes d'améliorations qui en découlent. Au sein de son SGS en application de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant définit les actions et les indicateurs de suivi permettant de juger de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures prises.

Constats :

Les Utilités UCB sont concernées par les deux audits externes du Système de Gestion de la Sécurité qui ont été menés en 2023 dont les conclusions s'appliquent également à l'amélioration de la fiabilité des unités :

- Audit dit Operational Excellence Audit en Octobre 2023 durant 3 semaines visant à évaluer la performance du site vis-à-vis des standards Groupe LYB (Sécurité des Personnes, Sécurité des Procédés, Fiabilité des unités et Excellence Opérationnelle)
- Evaluation A/M - consultant externe mandaté par le groupe LyondellBasell - entre mai et septembre 2023 visant à évaluer la performance du site vis-à-vis des pratiques d'excellence de la profession en Sécurité des Personnes, Sécurité des Procédés, Fiabilité et Maintenance des unités, Rigueur opérationnelle et Formation du personnel.

Le plan d'action issu de ces audits est mis en œuvre sur le site sous l'appellation « Berre Special Program ». Les actions relatives à l'amélioration de la culture de sécurité ont été menées sur l'ensemble du PPB.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des pièces de secours d'équipements critiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des torchages
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore, sous 1 an à compter de la date de la notification du présent arrêté, une stratégie formalisée et documentée de gestion des pièces de secours d'équipements critiques définis à l'article 3 du présent arrêté, afin de limiter les périodes d'indisponibilité de ces équipements en cas d'incident ou de dysfonctionnement. Cet ensemble documentaire est intégré dans le SGS de l'exploitant relatif à la maîtrise d'exploitation des installations.
Constats : La gestion des pièces de rechange est formalisée au travers de deux procédures communes sur l'ensemble des unités du PPB : <ul style="list-style-type: none">• MAI/GEN/PRO/003 relative au classement des équipements critiques,• et MAI/GEN/PRO/006 relative à la gestion du stock des articles critiques. Le classement de criticité des équipements est réalisé selon 7 catégories : <ol style="list-style-type: none">1) Sécurité Procédé2) Environnement3) Métrologie (Finance)4) Réglementaire5) Qualité6) HSE7) Production Il suffit qu'un équipement soit classé critique dans une catégorie, pour qu'il soit considéré comme critique « CRIT » et référencé tel quel dans l'outil GMAO SAP. Chaque équipement critique doit avoir dans SAP une stratégie de maintenance (PM) et une stratégie au niveau des pièces de rechanges (dotation des pièces de rechange).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure représentative des émissions à la torche UCB Nord

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des torchages
Prescription contrôlée : Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure représentative des émissions à la torche UCB Nord par la technique DIAL (Differential Absorption Lidar) ou tout autre méthode reconnue équivalente afin d'établir une estimation précise des débits, des concentrations et des flux massiques de polluants rejetés à la torche et de s'assurer que le rendement de combustion réellement obtenu est conforme aux données fournies par le constructeur, notamment lors d'épisodes de torches significatifs.

Le protocole de mesures doit recueillir l'accord préalable de l'inspection et précise notamment la méthode de mesure retenue et la liste des polluants mesurés (COV en carbone total, COV spécifiques, NO, NO₂, N₂O, CO₂, SO₂, poussières, ...).

La mesure n'étant possible qu'en cas d'épisode de torche, ces échéances pourront être décalées en fonction des conditions d'exploitation du site.

Constats :

Par courrier de référence HSEI/ENV/2024-031 du 10/07/2024, l'exploitant a fait part à l'inspection des difficultés à respecter les dispositions de l'article 7 de l'APC du 02/03/2023 imposant des mesures représentatives des émissions des torches.

L'exploitant indique que les consultations réalisées auprès de trois prestataires n'ont pas permis de dégager une solution satisfaisante, d'autant qu'il s'agit à ce stade de technologies expérimentales avec des incertitudes dans les données d'entrée sur la mesure en elle-même.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant confirme ne pas avoir d'élément nouveau sur ce sujet. L'inspection prend acte de ces éléments qui feront l'objet d'une instruction dédiée.

Type de suites proposées : Sans suite